

Déclaration commune de la Grande-Bretagne et de l'Australie (Canberra, 11 juillet 1961)

Légende: Le 11 juillet 1961, Duncan Sandys, secrétaire d'État britannique pour les relations avec le Commonwealth, se rend en Australie pour discuter des implications économiques d'une adhésion du Royaume-Uni au Marché commun européen.

Source: Union de l'Europe occidentale Assemblée-Commission des Affaires générales: L'année politique en Europe Rétrospective 1961. Mai 1962. Paris: Union de l'Europe occidentale Assemblée-Commission des Affaires générales. "Communiqué publié à Canberra à l'issue des conversations entre M. Sandys et le gouvernement australien (11 juillet 1961)", p. 42-43.

Copyright: (c) WEU Secretariat General - Secrétariat Général UEO

URL:

http://www.cvce.eu/obj/declaration_commune_de_la_grande_bretagne_et_de_l_australie_canberra_11_juillet_1961-fr-31127745-55fe-4351-9fee-2dcda873022a.html

Date de dernière mise à jour: 01/03/2017



Communiqué publié à Canberra à l'issue des conversations entre M. Sandys et le gouvernement australien

11 juillet 1961

Le Premier Ministre d'Australie, M. Menzies, ainsi que d'autres membres de son gouvernement, ont eu au cours de ces derniers jours des entretiens avec M. Duncan Sandys, Secrétaire d'Etat britannique pour les relations avec le Commonwealth. M. Sandys a expliqué les diverses raisons qui ont conduit le gouvernement britannique à réexaminer son attitude envers la Communauté Economique Européenne (Marché Commun) ainsi que les relations qu'il entretient avec cette Communauté établie par le Traité de Rome. Au cours de diverses réunions, les implications tant politiques qu'économiques d'une telle mesure ont fait l'objet d'une discussion approfondie.

Le gouvernement australien estime que, dans l'hypothèse où la Grande-Bretagne adhérerait à la Communauté Economique Européenne, il se pourrait fort bien qu'elle s'engageât de plus en plus non seulement vis-à-vis de la politique économique de la Communauté, mais également en ce qui concerne les questions internationales et politiques. M. Sandys a souligné le fait que le gouvernement britannique était convaincu que l'objectif d'une unité plus étroite en Europe n'était aucunement incompatible avec le maintien et le développement des relations avec le Commonwealth qui constitue une influence unificatrice précieuse au sein d'un monde profondément divisé.

Les ministres australiens ont fait remarquer qu'à leur avis, les implications politiques ultimes du Traité de Rome étaient extrêmement significatives et tendraient par leur caractère évolutif à provoquer sous une forme quelconque l'unité européenne. Ils comprenaient les avantages d'une telle unité, étant donné qu'une division prolongée en groupes économiques rivaux serait une source de danger et de faiblesse, alors qu'un groupe puissant et expérimenté de nations européennes libres pouvait largement contribuer à préserver la paix du monde. Cependant, ils ont souligné que bien qu'il apparût désirable d'éviter une division de l'Europe occidentale, ceci ne pouvait se faire au prix de la division du Commonwealth ou de toute autre partie du monde libre. Les ministres australiens ont exprimé leur inquiétude devant l'effet débilisant qu'aurait à leur avis un tel développement sur les relations avec le Commonwealth.

M. Sandys a souligné l'importance que le Royaume-Uni attache à maintenir intactes ces relations. De fait, le gouvernement britannique estime qu'une association plus étroite avec le continent européen pourrait fort bien devenir une nouvelle source de force non seulement pour la Grande-Bretagne mais pour le Commonwealth dans son ensemble.

Des échanges de vues complets ont eu lieu en ce qui concerne les avantages et les inconvénients économiques qui seraient la conséquence d'une adhésion de la Grande-Bretagne au Traité de Rome et les effets possibles d'une telle adhésion sur le commerce et l'industrie de la Grande-Bretagne et de l'Australie. Il a été reconnu que la question de l'adhésion de la Grande-Bretagne au Traité de Rome était une question qui intéressait au premier chef la Grande-Bretagne, et concernant laquelle le gouvernement britannique avait seul qualité pour prendre une décision, mais les ministres australiens ont mis en relief les conséquences défavorables sérieuses pour les producteurs australiens et pour la balance australienne des paiements qui confronteraient l'Australie si le Royaume-Uni devait entrer au Marché Commun sur une base qui ne sauvegarderait pas pour l'avenir les intérêts australiens.

M. Sandys a assuré le gouvernement australien que le gouvernement britannique partageait pleinement ce souci de maintenir des courants d'échanges aussi anciens entre les deux pays. Si les négociations intervenaient, il s'agirait d'abord d'obtenir des dispositions spéciales destinées à protéger ces intérêts commerciaux importants.

M. Sandys a fait clairement ressortir qu'il ne demandait pas au gouvernement australien d'exprimer une opinion sur la question de savoir si la Grande-Bretagne devait ou non adhérer au Marché Commun. Le gouvernement britannique lui-même n'avait encore pris aucune décision à ce sujet. La question immédiate était de savoir s'il convenait ou non d'ouvrir des négociations avec la Communauté Economique

Européenne.

Comme toute cette question est d'une importance majeure pour la Grande-Bretagne, et qu'il incombe à elle seule de prendre une décision, les ministres australiens ont estimé qu'ils n'avaient pas le droit de s'opposer à l'ouverture de négociations par le gouvernement britannique au cas où celui-ci en viendrait à penser qu'elles sont souhaitables, mais ils n'ont pas caché que l'absence d'objections ne devait pas en l'occurrence être interprétée comme impliquant une approbation quelconque. Ils ont souligné en outre que, comme toute négociation de cette nature affecterait matériellement diverses industries d'exportation australiennes, l'Australie devait être en mesure de négocier directement en son propre nom lorsque les détails et les arrangements concernant le commerce australien viendraient en discussion.

M. Sandys a déclaré qu'il comprenait fort bien la position du gouvernement australien et qu'il appréciait la compréhension de la position anglaise dont il avait fait preuve.

Il a été convenu que ces conversations qui se sont déroulées dans un esprit des plus compréhensif et des plus constructif de part et d'autre, avaient eu pour résultat une compréhension accrue des questions importantes et complexes qui étaient en jeu.